



CSI- Afrique – Renforcement des interventions dans le domaine de la Politique économique et sociale

Atelier de développement des compétences des chercheurs syndicaux - 2^e Edition

Centre de Formation de la CSI-Afrique - Lomé / Togo, 20 – 23 juin 2011

Session 3

**Le mouvement syndical africain
face aux enjeux et défis du
développement du continent.**

Sommaire

- I. Les grandes questions de développement du continent
- I. Les raisons d'être de l'action syndicale sur les question de développement en Afrique
- II. Les initiatives du mouvement syndical dans sa participation au dialogue social concernant la politique économique et sociale
- III. Les perspectives et les axes d'actions futures des syndicats africains pour la promotion du développement sur le continent

Avant props

Les diverses politiques de développement mises en œuvre depuis plus de 50 ans en Afrique n'ont fait qu'aggraver les conditions de vie des populations, notamment les travailleurs.

Les syndicats africains par leur implication active dans les débats doivent contribuer à trouver des solutions aux problèmes de développement du continent.

Pour ce faire, le syndicalisme africain doit donc pouvoir s'affirmer par leurs actions.

1. Les grandes questions de développement du continent

La situation actuelle des économies africaines est caractérisée par :

- **Plusieurs crises avec leurs conséquences néfastes pour les populations:** crises économiques, alimentaires, climatiques, énergétiques, de l'emploi...
- **La dégradation des conditions de vie des populations:** pauvreté, faim et malnutrition, chômage, sous-emploi, hausse des prix des denrées alimentaires ...

- **Les problèmes de gouvernance**: la corruption, les conflits armés, les conflits électoraux, conflits frontaliers,
- **Les problèmes sociaux** : inégalité du genre, dénis des droits humains et syndicaux, absence de protection sociale, propagation du VIH/SIDA, augmentation des flux migratoires,
- **L'incapacité des Etats africains à consolider les processus d'intégration** qu'ils ont initiés et adoptés comme vecteur de développement au sein du continent

2. Les raisons d'être de l'action syndicale sur les question de développement en Afrique

justifie

■ 3 raisons fondamentales
l'importance de cette action :

- 1- La nouvelle approche du développement et le nouveau syndicalisme en Afrique
- 2- Le contexte socioéconomique et politique de l'Afrique
- 3- Un nouveau contexte mondial pour un engagement syndical pour la promotion du Développement Humain Durable (DHD)

1. **La croissance économique** (accroissement des potentialités en termes de richesses et de revenus, et répartition équitable des fruits de la croissance)
2. **La justice sociale** (élargissement de l'accès de tous les individus aux diverses opportunités vitales pour leurs existences)
3. **La durabilité**, écologique, social et financier c'est-à-dire la protection de l'environnement et la préservation du potentiel de production pour les générations futures
4. **Le contrôle des personnes sur leur destinée** qui se caractérise par l'absence de discrimination du genre, la jouissance des libertés individuelles et la participation à la vie de la Cité.

Ce nouveau paradigme coïncide avec la vision de la CSI et de la CSI-Afrique

1- La nouvelle approche du développement repose sur le paradigme du développement humain durable, le DHD.

- Selon ce paradigme, le DHD apparaît comme un développement qui doit non seulement générer et entretenir la croissance mais aussi assurer une distribution équitable des revenus, régénérer l'environnement, renforcer les pouvoirs de la population, élargir leurs choix et opportunités et assurer leur participation aux décisions qui affectent leur vie.
- Il s'articule autour de quatre grandes composantes

2 Le contexte socio économique de l'Afrique et la position des syndicats africains

Le contexte socio économique de l'Afrique

- Malgré la mise en œuvre de différentes politiques économiques depuis 50 ans :
 - ❖ Planification (1960-1979),
 - ❖ Programmes d'ajustement (1980-1999)
 - ❖ Stratégies pour la réduction de la pauvreté et l'atteinte des OMD (2000-2011) ,
- la croissance économique de nombreux pays africains demeure toujours relativement faible contrairement à une croissance démographique élevée. Ce qui a pour conséquence de réduire le pouvoir d'achat des populations.

Le contexte socio économique de l'Afrique

- L'Afrique, avec plus de 913 millions d'habitants représentant **13%** de la population mondiale ne réalise, que **2%** du PIB mondial et moins de **1%** de la valeur ajoutée industrielle mondiale.
- La part de l'Afrique dans les exportations mondiales n'atteint pas **2%** des exportations des pays en développement.
- Dans les échanges internationaux, l'Afrique est marginalisée, car elle n'est destinataire que moins de **5%** des flux des IDE ces dernières années - **D'où 4 contraintes majeures** :
 - a) **Une faible capacité de production;**
 - b) **Une économie extravertie, très ouverte et peu diversifiée;**
 - c) **Une économie déficitaire;**
 - d) **La faible capacité de gestion des économies.**

La position des syndicats africains face à cet échec

- ❖ Selon les syndicats, les raisons de l'échec sont nombreuses,
- ❖ **Mais l'absence ou la faible implication des principaux acteurs, notamment les travailleurs et les organisations syndicales, dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de développement économique est l'une des raisons les plus fondamentales.**
- ❖ Les obstacles à une implication minimale des organisations syndicales sont divers. Les principaux sont :
- ❖ **Les difficultés d'obtention des informations,**
- ❖ **Le manque d'expertise dans les organisations syndicales**
- ❖ **L'insuffisance d'unité d'action des organisations syndicales au niveau national,**
- ❖ **La méfiance des acteurs politiques vis-à-vis des syndicats,**
- ❖ **L'insuffisance d'une culture démocratique au niveau des Etats et leur refus d'adopter le cadre de participation proposé.**

3 Un nouveau contexte mondial pour un engagement syndical pour la promotion du DHD

- ❖ Le Recours massif aux politiques **keynésiennes qui jadis décriées**
- Des ressources financées principalement **par les impôts prélevés sur les revenus des travailleurs** servent à soutenir des programmes et plans de relances [**En 2009 pour les Etats-Unis plus de 1.000 milliards \$ US, pour le Royaume Uni 20 milliards £, pour l'Allemagne 30 milliards € et) et pour la France 26 milliards €.**
- Ainsi, l'Etat est obligé de venir à la rescousse des détenteurs du capital **alors que le travail est sacrifié par des pertes massives d'emplois et de revenus pour les travailleurs.**
- ❖ Les politiques économiques mises en œuvre par les pays du G8, et les orientations du sommet G20 de Londres.¹⁵

3. Les initiatives du mouvement syndical africain

3.1 Le programme de la CSI-Afrique

Face aux enjeux et défis de développement de l'Afrique et tenant compte de la crise économique et financière mondiale, la CSI-Afrique a défini un programme sur la période 2009-2012, eu égard aux tendances lourdes du contexte africain caractérisées par cinq phénomènes:

- (1) l'engrenage de la pauvreté,**
- (2) la faible accessibilité des économies aux marchés mondiaux,**
- (3) la mauvaise gouvernance des Etats,**
- (4) le piège des ressources naturelles,**
- (5) le danger lié au changement climatique et à l'insécurité alimentaire**

Les orientations de politique économique recommandées par la CSI-Afrique dans ce programme tiennent compte de trois caractéristiques majeures:

- i. la nécessité d'un changement de paradigme pour conduire les politiques et les stratégies de développement en Afrique.** Ce qui suppose l'abandon de l'ultralibéralisme et de la reconnaissance du rôle crucial de l'Etat comme garant de la justice sociale, de la promotion du développement humain et de la solidarité dans tous les pays africains.
- ii. l'exigence d'une bonne gouvernance dans les pays africains.** La permanence des menaces d'une mal gouvernance sur les équilibres économiques, sociaux, environnementaux et le devenir des travailleurs et travailleuses en Afrique est avérée.
- iii. une véritable réforme de la gouvernance mondiale** pour permettre aux Etats africains de s'affranchir de la domination des Institutions internationales et des puissances occidentales et des puissances émergentes.

3.2 Les actions de la CSI-Afrique

La CSI-Afrique dans le cadre de sa participation au débat sur les questions de développement a entrepris plusieurs actions au niveau de ses organisations nationales, à l'échelle régional et sur le plan international :

- *Deux Forums sur la crise mondiale et le pacte mondial pour l'emploi (Sept 2009 et Oct 2010)*
- *Un atelier d'élaboration de document de politique sur le travail décent en octobre 2010*
- *Un forum syndical de la rentrée en janvier 2011*
- *Un atelier sur les stratégies des institutions financières internationales*
- *Un atelier relatif à la position des syndicats africains sur les APE*

Ces rencontres ont débouché sur des mesures urgentes . ¹⁹

- **Les Mesures urgentes** concernent :
- La nécessité d'un changement de paradigme. Il faut initier des stratégies de développement centrées sur les besoins et les priorités des populations africaines ;
- La gouvernance - L'Etat démocratique, responsable et basé sur une éthique de développement devra être restauré pour jouer un rôle central dans la mise en œuvre des programmes porteurs de développement de l'Afrique ;
- Le développement des économies africaines devra se faire à travers l'accroissement des capacités de production et de la valeur ajoutée des ressources naturelles, de l'agriculture, des activités de transformation, des services, de l'intégration régionale ;

- **Les Mesures urgentes , suite**
- **Les investissements étrangers directs** ne doivent entrer en Afrique que s'ils sont en mesure de contribuer au développement de la capacité de production du continent dans des régions stratégiques;
- **Le pacte mondial pour l'emploi et le travail décent devront être au cœur** de la restructuration économique et du développement des investissements pour satisfaire les besoins fondamentaux des populations.
- **L'Afrique doit développer un système financier** qui soutient les secteurs productifs au lieu d'encourager les marchés de capitaux spéculatifs ;
- **Une nouvelle architecture mondiale** reposant sur les principes démocratiques et impliquant la participation de toutes les régions du monde doit être construite.

■ Les Mesures urgentes, fin

- Des actions au plan international pour faire face au problème récurrent de la fluctuation des prix des produits de base.
- Suspension des négociations des APE en attendant que des mesures soient prises pour sortir l'Afrique de la crise,
- Rééquilibrage des négociations du cycle de DOHA pour aborder les véritables priorités de l'Afrique en matière de développement.
- Moratoire sur le remboursement de la dette et du service de la dette de l'Afrique et un mécanisme de restructuration de la dette souveraine internationale.

4. Les perspectives et les axes d'actions futures

- La feuille de route pour la mise en œuvre de ces différentes mesures est la suivante:
- Les syndicats devront s'impliquer et prendre part aux niveaux national, régional et mondial à la formulation, à l'adoption et à la mise en œuvre des politiques qui mènent à la création d'emplois productifs et décents et à la transformation de l'économie informelle ;
- Les syndicats devront demander à être consultés par les gouvernements sur tous les sujets relatifs aux solutions à apporter à la crise.
- Les syndicats devront œuvrer à la mise sur pied d'organisations unies indépendantes, démocratiques pour le bien-être de tous les travailleurs africains et pour bâtir un monde où tout un chacun pourra développer pleinement ses potentialités dans des conditions de liberté, de démocratie, de bonne gouvernance, d'égalité et de justice sociale ;

■ La feuille de route

- Les syndicats devront entreprendre des actions concrètes pour renforcer leurs capacités et améliorer leurs connaissances et sources d'information, sensibiliser les travailleurs, proposer et assurer le plaidoyer pour une alternative au libéralisme.
- Les syndicats devront former des alliances stratégiques avec d'autres forces protagonistes pour promouvoir la justice sociale.